

# Obsèques de Guy Ravier : « En un seul mandat de maire, il a plus fait rayonner Avignon que quiconque »



Il était solaire, empathique, franc, loyal, souriant, bienveillant Guy Ravier. Ce mercredi matin, le tout Avignon, élus comme citoyens anonymes des quartiers sont venus au crématorium de la cité des papes lui rendre un dernier hommage, aux côtés de ses enfants, petits-enfants et amis. Après le décès de Florence, sa fille, de Fabienne sa belle-fille et de sa femme, Simone, il s'en est allé à 85 ans après une vie de professeur de lettres et de conseiller départemental, régional, de député et de maire.

« Il préférait les actes aux paroles. »

Jean-Luc Bruquier, ancien collaborateur de Guy Ravier pendant une dizaine d'années





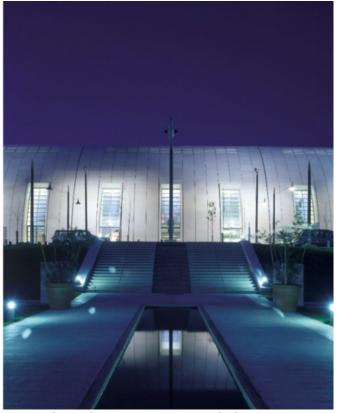


Jean-Luc Bruguier, son collaborateur pendant une dizaine d'années, a pris la parole devant son cercueil. « Il préférait les actes aux paroles, il était attaché viscéralement à la condition humaine, il personnifiait les valeurs de la république. Dans son QG du 30 rue de la Balance, s'affrontaient de redoutables compétiteurs. C'était une ruche bouillonnante où énergie et humour corrosif s'entremêlaient ». Il poursuit : « Ce pur socialiste était discret, il n'aimait pas le faste, par-dessus tout il voulait agir au cœur d'Avignon. Sa fille Florence, partie trop tôt, gérait un agenda surchargé. Pour lui, rien n'était impossible il voulait améliorer la vie des gens, il bousculait l'ordre établi. Il s'était battu comme un lion pour qu'existe un service public funéraire pour que les familles frappées par le deuil ne soient pas en plus victimes d'escrocs. Merci pour ton amitié, ton engagement sans faille, pour notre ville et tous ses habitants » conclut-il entre deux sanglots.

« Il a posé les fondations d'un Avignon du XXIe siècle avec volonté, détermination et abnégation. »

Michel Gontard, président de Grand delta habitat et compagnon de route de Guy Ravier





Le regroupent de l'université sur un seul site à Sainte-Marthe et le positionnement de la gare TGV d'Avignon en Courtine sont à mettre au crédit de Guy Ravier.



Après 'Que c'est beau la vie' la chanson interprétée par Jean Ferrat, place à Michel Gontard qui a pris la parole, sans une note écrite. « Nous ne sommes pas venus ici pour te dire adieu, Guy, mais pour t'accompagner avec amitié. Tu aimais le jeu de boules, c'est là où se rencontrent les puissants et les humbles, la boule et le cochonnet. Dieu sait si certains se moquaient de toi, ce n'était pas comme au bridge où tu excellais avec Henri Coupon (ancien grand avocat d'Avignon) ».

Michel Gontard résume : « Tu as posé les fondations d'un Avignon du XXIe siècle avec volonté, détermination et abnégation ».

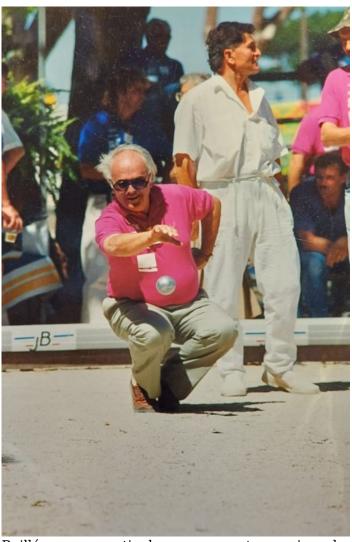
Un sentiment partagé par l'un de ses anciens opposants à la municipalité qui anonymement souligne « qu'en un seul mandat de maire, il a plus fait rayonner Avignon que quiconque ».

#### Un grand soldat de la République a qui l'on doit l'Université et la gare TGV de Courtine

Entré au PS en 1971, conseiller général (1979-89), conseiller régional (1986-88), député (1988-93) et surtout maire d'Avignon de 1989 à 1995, pendant un seul mandat, après Jean-Pierre Roux et avant Marie-Josée Roig, il n'a de cesse de se décarcasser pour le bien commun de l'ensemble de la population, intra comme extra-muros. Pêle-mêle, en 6 ans et 3 mois seulement, il a réussi à résorber l'habitat insalubre en réhabilitant les quartiers de Monclar, La Croix des Oiseaux, Champfleury, lancé la zone d'activité d'Agroparc, mis en œuvre la station d'épuration pour que les eaux usées ne soient plus déversées dans le Rhône, il a regroupé l'Université sur le site de l'ancien hôpital Sainte-Marthe.



Ecrit par le 1 novembre 2025



Raillé par une partie de ses opposants en raison de ses qualités de boulistes, Guy Ravier, qui était aussi un joueur de bridge redoutable, a participé régulièrement au Grand prix des personnalités qui se tenait sur les allées de l'Oulle.

Michel Gontard, d'ailleurs, salue « Sa volonté que la gare TGV fût implantée en Courtine. Pour lui, le Rhône et la Durance étaient deux bras dans lesquels allait se lover la Coga, ancêtre du Grand Avignon. Comme le Petit Poucet, il égrenait ses petits cailloux sur le chemin du progrès pour qu'Avignon rayonne, grandisse, il était si fier de sa ville. Avec lui, on perd un grand soldat de la république qui savait que l'intérêt général n'était pas l'addition d'intérêts particuliers. Toute sa générosité, tout son cœur il les dédiait aux plus démunis, aux précaires, aux fragiles. Il était à l'écoute, infatigable humaniste » conclut-il, très ému.



« J'ai perdu un modèle de l'action politique. »

Cécile Helle, maire actuelle d'Avignon

Une deuxième chanson résonne alors dans le Funérarium, 'Quand les hommes vivront d'amour' composée par le québécois Felix Leclerc et c'est Cécile Helle qui témoigne. « J'ai fait sa connaissance au PS, je n'avais même pas 20 ans, il était une référence. A ses côtés, j'ai vu en 1981, quand la gauche est arrivée au pouvoir, qu'une autre vie était possible. S'il a été élu conseiller général, régional, député, maire c'est que la confiance des Avignonnais s'est renouvelée. Il était bon, proche des gens, à l'écoute, jovial, protecteur, un vrai militant de gauche. » Elle cite tous les dossiers qu'il a initiés, notamment la sauvegarde de l'intra-muros et l'inscription du Palais des Papes, de l'ensemble épiscopal et du Pont Saint-Bénézet au Patrimoine de l'Unesco en 1995. Elle finit par « J'ai perdu un modèle de l'action politique, notre peine est grande mais nous devons continuer à nous battre sur le chemin qu'il nous a transmis, tant les combats sont d'une cruelle actualité ».



Ecrit par le 1 novembre 2025



Son fils, Jean-Paul Ravier.

Une version jazz, tout en douceur, piano-contrebasse de 'La Marseillaise' conclut la cérémonie où on voit nombre d'yeux rougis parmi les avignonnais réunis au Funérarium. Et sur grand écran, défilent des photos de Guy Ravier en famille, mais aussi avec les grands noms du PS, Michel Rocard et Jacques Delors.

#### De nombreux élus présents, alliés comme opposants

Ce parterre nous a replongés dans 25 ans de la vie de la Cité des Papes, avec David Fournier, d'anciens élus comme le sénateur UMP Alain Dufaut, les communistes Frédéric Meyer et André Castelli, Alain Cortade, l'ancien maire du Pontet, mais aussi Robert Rouch ex-maire de Velleron, d'autres politiques, Robert Fidenti, Valérie Wagner. Egalement, Raymond Duffaut, ancien directeur général de l'opéra d'Avignon, Michel Pacqueu (ancien directeur d'Avignon tourisme), Jacques Montaignac, Aymé Montal, André Ferren et les représentants de la Société des Membres de la Légion d'Honneur Philippe Massié et



#### PierrePandraud.

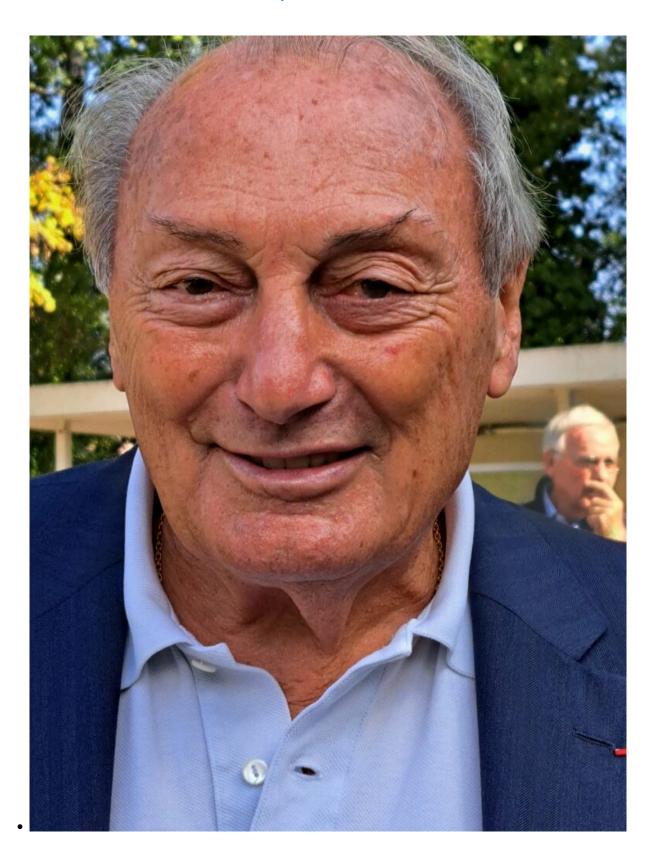
Parmi les participants également Joël Granier, ancien maire de Morières où Guy Ravier et sa femme s'étaient installés en 2008 quand il en a eu assez des guerres fratricides du PS, de l'absence de reconnaissance voire de l'ingratitude de certains. C'est d'ailleurs une chiraquienne pur-sucre, la maire RPR d'Avignon, Marie-Josée Roig, qui lui avait remis la Légion d'Honneur. Sans doute pour service rendu à tous les Avignonnais, au-delà des remparts et au-delà des clivages gauche-droite.













Alain Cortade, ancien maire du Pontet.



Gilbert Duffaux et Alain Dufaut.













Robert Rouch ex-maire de Velleron.













Raymond Duffaut et David Fournier, adjoint à la mairie d'Avignon.













Joël Granier, ancien maire de Morières.













Ecrit par le 1 novembre 2025

Frédéric Meyer, ancien élu communiste.



Les représentants de la Société des Membres de la Légion d'Honneur Pierre Pandraud et Philippe Massié.

## Marie-Noëlle Lienemann & Michel Gontard: « nous sommes au paroxysme de la crise du



### logement »



Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre du logement et présidente de la Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM, et Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat et président directeur général d'Axédia, se sont réunis le jeudi 22 juin à Avignon pour aborder la crise du logement, en mettant notamment l'accent sur la question du logement social.

La question du logement ainsi que les préoccupations qui l'entourent sont plutôt partagées au niveau national. La Fédération BTP, les promoteurs, ou encore le Mouvement HLM, ou encore les associations qui luttent pour les droits des plus démunis, tous montrent une inquiétude certaine.



« Nous sommes extrêmement inquiets et déçus, et certains même en colère, de l'exercice du Conseil national de la refondation (CNR) Logement par Madame Borne qui a mené vers des avis convergents », explique Marie-Noëlle Lienemann.

#### Des demandes sans réponses

Face à l'augmentation du prix de l'immobilier, à l'augmentation des intérêts, ainsi que la baisse des aides permettant un certain nombre d'opérations, notamment au niveau des logements les plus abordables, la Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM a fait plusieurs demandes, aujourd'hui encore sans réponses.

« On nous annonce que le gouvernement veut signer un pacte de confiance avec le Mouvement HLM et pour l'heure, nous n'avons rien sur la table. »

Marie-Noëlle Lienemann

Restauration du Fonds d'aide à la pierre, restauration de la TVA à 5,5%, ou encore abandon du prélèvement de la réduction de loyer de solidarité (RLS), c'est ce qui a été demandé pour le Mouvement HLM. L'idée d'un encadrement du prix du foncier, elle, n'a pas été retenue. C'est donc les deux versants du logement social, locatif et accession, qui sont impactés.

#### Une chute alarmante de la construction en France

« On dit qu'il y a une chute de construction, mais pour construire, il faut allonger les prêts, mais il faut aussi des subventions et des fonds propres », explique Marie-Noëlle Lienemann. Sans prêt à taux fixe, mais avec un remboursement adossé au taux du livret A, la situation est plus compliquée, notamment pour les organismes qui manquent de fonds propres. Certains devraient même passer dans le rouge l'année prochaine. « Ce n'est pas le cas de Grand Delta Habitat », rassure Michel Gontard.

« On manque de logements, mais surtout de logements abordables »

Marie-Noëlle Lienemann

L'ancienne ministre du logement déplore un trop-plein de résidences secondaires et l'explosion de plateformes telles qu'Airbnb, qui, selon elle, devraient être davantage régulées, car elles contribuent à l'augmentation des prix immobiliers. « L'état est convaincu qu'il n'y a pas besoin de construire mais il le disait déjà quand je suis devenue ministre en 1992, sauf que l'on observe plus en plus de carences de



logement », ajoute-t-elle.

#### Une demande grandissante de logement HLM

Si le nombre de logements n'augmente pas, la demande, elle, ne cesse de grandir. Sur la dernière année écoulée, il y a eu une augmentation de 15% de cette demande sur toute la France. « Quand on regarde de qui viennent ces demandes, on remarque qu'il y a de plus en plus de salariés qui n'arrivent plus à payer leur logement dans le privé », affirme la présidente de la Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM. Ainsi, la pression augmente elle aussi pour le logement social.

Sur les départements de Vaucluse et du Gard, 76% de la population sont éligibles au logement social en termes de revenus. Parmi ces 76%, 20% sont déjà propriétaires mais plus capables d'assumer l'entretien d'un logement convenable.

#### Un taux de constructions bien en-dessous des objectifs

Pour répondre à cette forte demande de logements HLM, il faudrait, dans l'idéal, construire entre 100 000 et 150 000 logements HLM par an (en locatif). Une idée qui, aujourd'hui, semble utopique pour Marie-Noëlle Lienemann. « Il faudrait déjà passer au-dessus de la barre des 100 000 logements, affirmet-elle. Aujourd'hui, on est à 88 000. » Il y a cinq ans, la France comptait 120 000 à 130 000 logements HLM construits par an.

« On est très loin de pouvoir satisfaire la demande aujourd'hui »

Marie-Noëlle Lienemann

Bien que le Vaucluse ait enregistré sa 2° année record pour l'immobilier, il y a une demande de 18 000 logements dans le département. Pour son département voisin, le Gard, cette demande est à 20 000, et à 280 000 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Si l'objectif est d'en produire 1000 cette année dans les départements de Vaucluse et du Gard, seulement la moitié sera réalisable. Quant à la région Paca, elle observa la construction de seulement 1000 logements. Des chiffres bien trop faibles, selon Michel Gontard.

#### Une crise qui s'étend

De nos jours, le budget alloué au logement constitue une part du revenu de plus en plus grande pour les Français qui peinent davantage à trouver un logement digne et abordable. Aujourd'hui, le prix du logement n'est plus en corrélation avec les sources de revenu des Français.



« Il y a une quinzaine d'années, le budget logement constituait environ 20% du revenu. Aujourd'hui, on est à plus de 30% »

Michel Gontard

Marie-Noëlle Lienemann tire la sonnette d'alarme concernant une inadaptation des prix. Si la crise touchait les plus démunis il y a quelques années, aujourd'hui, elle touche un spectre plus large, avec la classe moyenne. « On est au paroxysme de la crise du logement », concluent unanimement Marie-Noëlle Lienemann et Michel Gontard.

### Fusion Vallis habitat/Grand Delta habitat : « C'est avant tout une décision politique »



Alors que c'est demain que l'assemblée départementale se réunira en séance plénière pour



délibérer sur <u>la fusion de Vallis habitat et Grand Delta habitat</u>, le sénateur socialiste de Vaucluse <u>Lucien Stanzione</u> rappelle qu'il reste indéfectiblement attaché à ce que le bailleur social du département reste un outil de la collectivité publique. Pour lui, ce rapprochement est davantage une volonté politique qu'une décision financière.

Lucien Stanzione, que pensez-vous du projet de fusion des bailleurs sociaux vauclusiens <u>Vallis</u> <u>habitat</u> et <u>Grand Delta habitat</u> dont la validation doit être votée ce vendredi 7 octobre en séance plénière du Conseil départemental de Vaucluse ?

« Concernant la question du logement social, je connais un peu le sujet puisqu'il y a 10 ans j'ai été directeur de Mistral habitat avant que ce bailleur ne change de nom pour devenir Vallis habitat en septembre 2020. J'ai donc connu cette maison pendant plusieurs années et aujourd'hui, ce que je vois va au-delà de ce qui est entendable et faisable. »

#### Comment cela?

« Mistral habitat s'est transformé en Vallis habitat après la fusion de Grand Avignon résidences (ndlr : l'ancien OPHLM de la ville d'Avignon puis de l'agglomération) en raison de la loi Alur 1, la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové promulguée en mars 2014, qui imposait un parc minimum de 15 000 logements. Vallis habitat est donc un office public d'habitat social. C'est un service public au service des vauclusiens, mis en œuvre par le département de Vaucluse. Il y en a 200 en France et chaque département en est doté. Mais aujourd'hui il y a une décision prise par le conseil départemental, par la présidente Dominique Santoni qui dit : on procède à la dissolution de Vallis habitat et son absorption par Grand Delta habitat (GDH). Mais pourquoi ? J'ai posé la question : 'pourquoi dissoudre un outil au service du département'. Pas de réponse. »

« L'office Vallis habitat n'est pas en danger sur les questions financières. »

# Le Département évoque notamment la fragilité financière de Vallis habitat, particulièrement plombé par le mauvais état de son parc de logements ?

- « Le relevé individuel de situation fait par la fédération des HLM, qui évalue la santé financière de chaque office public, fait apparaître lors des 3 dernières expertises, que Vallis habitat est plutôt en bonne santé. Ce n'est pas florissant mais la structure est en bonne santé et économiquement viable. De surcroît, le personnel qui est aujourd'hui désarçonné par ce projet de fusion absorption a fait lui aussi réaliser, dans le cadre de son CSE (Comité social et économique), une expertise par un cabinet indépendant qui arrive à la même conclusion : l'office Vallis habitat n'est pas en danger sur les questions financières. »
- « Par ailleurs, <u>l'Ancols</u> (Agence nationale de contrôle du logement social) a procédé à un contrôle de Vallis. Dans ce cadre, elle vient de rendre son rapport à la présidente Dominique Santoni à qui j'ai demandé de le rendre public. Si vraiment ces conclusions démontrent que cette structure n'est pas viable dans le temps parce que trop de charge, qu'il y a mauvais compte d'exploitation, et que donc il y a une catastrophe à venir. Et bien qu'elle le publie comme cela on aura la certitude de procéder à cette opération avec GDH. »





« Mais face à cela, je suis pour le service public quand on le fait bien fonctionner. Je le suis d'autant plus lorsqu'il s'agit de logement social, surtout lorsque cet outil est vauclusien. Il serait dommage de le sacrifier. Après on se bagarre tous sur des chiffres, mais le vrai souci c'est que c'est une volonté politique. »

La 'fragilité' de Vallis habitat n'est-elle pas liée au fait que, à l'époque, on a associé deux structures (Mistral habitat et Grand Avignon résidences) qui avaient déjà du mal à assurer leur rôle d'outil d'aménagement. Que ce soit dans la production de logements ou dans la capacité de maintenir en état ou de réhabiliter le parc existant ?

« C'est exact, mais la majorité départementale actuelle a eu 7 années pour remédier à cette situation. Mais maintenant, on essaye de me faire porter la responsabilité parce que j'étais là il y a 10 ans.»

« Il fallait peut-être prendre les bonnes personnes au poste de direction et d'encadrement. »

# Ne paye-t-on pas également aujourd'hui 30 ans de difficultés et de clientélisme, à droite comme à gauche, qui ont amenuisé les marges de manœuvre de Vallis habitat ?

- « C'était aussi une responsabilité politique que de prendre les bonnes décisions. Il fallait peut-être prendre les bonnes personnes au poste de direction et d'encadrement. Depuis 7 ans, ce n'est quand même pas moi qui ai procédé aux recrutements. Quand on a la responsabilité d'une telle structure, on recrute des cadres du milieu. Il y a de bons salariés, quand il y a de bons cadres. »
- « Mais pour avoir un bon niveau de direction, il faut aussi s'en donner les moyens. Je le répète, c'est que l'on n'a pas la volonté politique et que l'on ne prend pas les décisions pour recruter une équipe digne de ce nom. Parce que les personnels présents ne sont pas plus 'mauvais' que les autres dès lors qu'on les anime comme il faut et qu'on leur fixe des objectifs clairs. Ça fonctionne ailleurs, pourquoi cela ne marcherait pas dans le Vaucluse. »

# Mais n'est-il pas trop tard, notamment en raison des investissements majeurs à réaliser par Vallis habitat pour jouer pleinement son rôle ?

- « C'est vrai que d'un côté on constate qu'il y a une structure qui a du retard et qui construit trop lentement. Mais en face, on a quoi ? On a GDH dont le président Michel Gontard est un grand professionnel du logement social. Il est entreprenant, il est innovant, il construit beaucoup et plutôt de bonne qualité. Très bien. Mais GDH est aussi particulièrement endetté. Le capital apporté par Vallis ne va-t-il pas servir à remonter la structure financière de GDH. Je pose la question, mais personne ne me répond. N'empêche que c'est une réalité. »
- « J'ai su par la fédération nationale des offices HLM que le capital de Vallis a été estimé à 800M€ environ. La présidente répond que ce n'est que 204M€ car effectivement elle enlève tout ce qui est comptabilisé en dette aux banques. En-tout-cas, le capital il est là et on va venir capitaliser GDH sans que le département n'en récupère un centime. Là on fait un cadeau à la recapitalisation. »
- « Et au final, est-ce qu'on ne va pas faire comme il y a quelques années avec le rapprochement de Grand



Avignon résidences. Est-ce que l'on ne va pas prendre le risque de plomber les deux ? Je continue à dire que Vallis habitat peut augmenter sa performance si on s'en donne les moyens. »

## Vous vous inquiétez également pour le montant des loyers?

« Bien sûr il y a un plafonnement du prix au m2 qui s'applique à tous les opérateurs du logement social et donc à Vallis habitat et GDH. Mais effectivement, la crainte des locataires c'est de voir désormais les loyers augmenter. On nous dit que c'est encadré tous les ans par l'indice à la construction mais ceci étant il peut y avoir aussi des dérogations au dépassement de cet indice. L'autre revers de la médaille, c'est que le patrimoine de Vallis est beaucoup plus ancien mais en même temps ce sont des loyers beaucoup plus bas car ce sont des logements anciens qui sont déjà amortis. »

## Vous rejetez donc l'urgence des arguments financiers?

« La présidente en parle depuis mai et le vote intervient le 7 octobre. Moins de 6 mois sur un dossier aussi important, bien sûr que c'est trop rapide pour prendre une décision quasiment unique en France de privatisation déguisée d'un office (ndlr : ce sera la 2° privatisation d'un office HLM après celle réalisée dans le Jura). Car qu'on le veuille ou non, même si c'est une coopérative, GDH est un service privé du logement social, ce n'est plus un service public. »

« Tant que Michel Gontard sera là cela va aller, mais après que va-t-il se passer ? »

L'AMF (Association des maires de France) soulignait récemment la dégradation de la situation financière du logement sous la double pression des obligations de rénovations thermiques massives et de constructions nouvelles, qui impacte fortement la dette des bailleurs sociaux. Est-ce que ce rapprochement n'est pas un moindre mal car si ce n'est pas GDH, dont le siège est à Avignon et l'implantation fortement marquée en Vaucluse, cela risque d'être d'autres acteurs nationaux beaucoup plus éloignés du territoire. N'y a-t-il pas un risque à perdre la main?

- « L'argent plus cher concerne tout le monde, mais surtout celui qui est le plus endetté. Et à ce jour Vallis habitat est nettement moins endetté que GDH. Mais effectivement ces incertitudes posent la question de savoir ce que vont devenir Vallis habitat et GDH. Vallis habitat a l'avantage d'être un service public dès lors que l'autorité politique veut le conserver, alors que GDH, qui est dans le secteur l'habitat privé, est très probablement dans la ligne de mire du 1% Logement (ndlr : Action logement). Tant que Michel Gontard sera là cela va aller, mais après que va-t-il se passer ? (ndlr : le président de GDH devrait être en poste pendant 4 ans encore). »
- « Et même si madame Santoni dit qu'après la fusion le département aura une minorité de blocage avec 36% des voix au sein du conseil d'administration, croit-on vraiment que cela pèsera bien lourd face au 1% Logement qui arrivera avec des milliards sur la table. Le Département sera alors incapable de suivre financièrement. Pour moi, il y a plus de risques pour la coopérative que pour le service public de perdre la main. Tant que la collectivité dit 'je garde mon office', 'je le fais fonctionner', 'je mets l'argent qu'il faut éventuellement pour le recapitaliser'. Aujourd'hui personne ne peut acheter Vallis, et cela quelles que



soient les sommes proposées si la volonté politique est de dire 'on ne vend pas'. »

Il y a quand même un paradoxe à ce que ce soit l'outil public indépendant qui ne tienne pas son rôle d'aménageur en termes de volume de production alors que la coopérative connaît un fort développement et apparaît comme le bon élève du logement social dans le département ? Pour s'en convaincre il suffisait de voir la réaction des maires lors de la dernière assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse qui fustigeaient l'absence de résultats de Vallis et soulignaient la facilité de travailler avec GDH. Lors de l'annonce de la fusion on pouvait également remarquer la présence des maires vauclusiens directement concernés par les projets Anru qui sont vitaux pour le logement social en Vaucluse.

- « Le chantier Anru qui débute à Orange dans la cité de l'Aygues à Orange prouve bien que Vallis est capable de mener des projets de ce type-là. Il y a aussi des opérations sur la rocade à Avignon. On en revient toujours à la même problématique. Si on a une bonne équipe, le programme on le démarre et on le mène à bien ensuite. Il n'est jamais trop tard pour bien faire et si l'on n'a pas été bon avant il faut le reconnaître. »
- « Par ailleurs, il faut se rendre compte que les maires ne siégeront plus de droit dans le conseil d'administration de GDH, comme c'est le cas à Vallis. Alors bien sûr il peut y avoir des conseillers départementaux également maire, mais les maires en tant que tels, en tant qu'institution communale, il n'y en aura plus alors que leur place est primordiale dans ces structures où se décident les programmes de construction. Alors oui, certains maires disent 'c'est une bonne opération' mais d'autres disent qu'ils ne sauront plus ce qui se passe chez eux. Mais aujourd'hui il y a une direction politique au Département, avec une présidente qui me fait peur quand elle dit je suis une femme de droite assumée. Donc cela veut dire qu'elle applique la politique à laquelle elle croit et puis c'est tout. Avec les convictions que j'ai, si j'étais président, je ferais autre chose. »

#### La solution idéale serait donc de rester sur un statu quo ?

« Il faut procéder à une vraie professionnalisation de l'équipe d'encadrement comme déjà évoqué. Il faut aussi relancer le processus de construction en recapitalisant si nécessaire pour se donner les moyens. Il faut également fixer des objectifs clairs avec une présidence à la hauteur avec quelqu'un qui tienne la route. Pourquoi pas la présidente Santoni : elle a la volonté et la détermination. Moi je dis à la présidente : 'il faut y aller' C'est une femme de conviction, de caractère, qui est à la tête d'une structure qui en vaut la peine et sa responsabilité n'est pas d'abandonner le service public. Au contraire c'est de le faire vivre. Sinon on peut privatiser le RSA, l'entretien des routes ou les collèges. Si c'est ça faire de la politique, il faut faire autre chose, il faut être chef d'entreprise. Etre président du département c'est avant tout, comme toutes les collectivités, assumer des responsabilités et parfois même des 'emmerdements'. Sinon on fait autre chose car il ne faut pas abandonner le service public du logement. »

Propos recueillis par Laurent Garcia



# Les Coop'HLM renouvellent leur confiance à Michel Gontard



Michel Gontard, président de <u>Grand Delta Habitat</u>, vient d'être reconduit dans ses fonctions de conseiller fédéral des Coop'HLM, la <u>Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM</u>.

Présidée par l'ancienne ministre du logement <u>Marie-Noëlle Lienemann</u>, cette fédération regroupe 165 coopératives présentes à travers la France. Elles sont les spécialistes de l'accession sociale sécurisée à la propriété mais interviennent également en locatif social, aménagement et syndic de copropriétés.

Membre fondateur de l'Union sociale pour l'habitat, la Fédération fondée en 1908 est administrée par un conseil fédéral de 32 membres s'appuyant sur une équipe de 12 collaborateurs. A ce jour, les Coop'HLM ont construit plus de 400 000 logements en un peu plus d'un siècle.

Pour sa part, Michel Gontard occupe également la fonction de président de la coopérative <u>Territoire Sud Habitat</u>, d'<u>Axédia</u>, ainsi que celle de <u>l'Organisme national de Contrôle et de Formation des Coopératives (ARECOOP)</u>.

Par ailleurs, <u>déjà première coopérative HLM de France</u>, Grand Delta Habitant vient d'annoncer <u>la reprise</u> <u>de Vallis Habitat</u>, le bailleur social du Conseil départemental de Vaucluse.



L.G.

Retrouvez l'activité des Coopératives HLM en 2021

# Logement social : fusion entre Grand Delta Habitat et Vallis Habitat

Avant de découvrir demain le détail de cette opération dans l'article de Mireille Hurlin (lire ici), voici déjà les grandes lignes de cette fusion qui devrait bouleverser le logement social en Vaucluse.

Dominique Santoni, présidente du <u>Conseil départemental de Vaucluse</u>, Corinne Testud-Robert, vice-présidente du Département en charge de l'Habitat et présidente de Vallis Habitat ainsi que Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat (GDH) viennent d'annoncer la fusion entre les bailleurs sociaux <u>Grand Delta Habitat</u> et <u>Vallis Habitat</u>. Le nouvel ensemble comptabilisera 38 000 logements (22 000 de GDH et 16 000 de Vallis) dont 30 000 dans le Vaucluse. La fusion devrait être effective à la rentrée prochaine.

## Maintien des loyers actuels

Grand Delta Habitat, plus grande coopérative HLM de France, s'engage à maintenir les loyers à leur niveau actuel et à réaliser 500 logements neufs par an (ndlr : hors <u>Anru</u>), à réhabiliter 4 000 logements d'ici 5 ans pour un montant de 120M€ et à faciliter l'accès à la propriété de ses locataires (à hauteur de 120 logements). Deux nouvelles agences (secteur Bollène et secteur Apt/Luberon) devraient aussi voir le jour afin de mieux répondre au maillage du territoire vauclusien.

# L'ensemble du personnel conservé

Par ailleurs, GDH s'engage à conserver la totalité des salariés de Vallis Habitat. Ces derniers pourront conserver leur statut actuel dans la fonction publique où choisir celui de la coopérative plus avantageux en termes de rémunération. Le nouvel ensemble comptera près de 700 collaborateurs et conservera son siège actuel basé à Avignon.

Le Département Vaucluse devrait posséder au moins 36% du capital de la coopérative afin de disposer d'une minorité de blocage (le reste du capital étant détenu par <u>Action logement</u>).

Retrouvez demain sur <u>www.echodumardi.com</u> notre dossier complet de Mireille Hurlin sur cette opération majeure pour le logement social en Vaucluse.





# **Etat-major: Grand Delta Habitat**























Lionel François

Georges Lemaire

Jean-Luc Bondon

Rémi Marti

Lucas Beaujolin

Jérome Vieudrin

Présidé par Michel Gontard, Grand Delta Habitat (GDH) est dirigé par Xavier Sordelet (INSEEC Bordeaux) depuis 2012. A ce titre, il pilote <u>le comité de direction</u> de la plus grande coopérative de logements sociaux de France où figure également Lionel François (ISEM Montpellier), directeur administratif et financier depuis 2006, ainsi que Georges Lemaire (ISEC Aix-en-Provence), secrétaire général depuis 2014 et également directeur de la filiale Axédia, coopérative spécialisée dans l'accession à la propriété.

Ce comité comprend également <u>Jean-Luc Bondon</u> (ESTP), nouveau directeur développement & patrimoine de ce bailleur disposant d'un parc de plus de 21 000 logements répartis dans 142 communes, 7 départements et 3 régions, ainsi que Remi Marti, rentrée en 2004 au sein de la coopérative et aujourd'hui directeur, depuis 2017, des services locatifs en lien avec les 50 000 locataires de GDH.

Lucas Beaujolin (Ecole d'urbanisme de Paris), Directeur Commercial depuis 2019, Jérôme Vieudrin (DUT informatique de gestion), directeur des systèmes d'information depuis 2016 et Stéphane Leroy



(Université de la Rochelle), directeur des relations institutionnelles complètent le comité de direction du bailleur qui a mené 954 livraisons-acquisitions en 2020 et lancé 1 200 ordres de services pour la réalisation de logements supplémentaires. En 2020, les 360 collaborateurs de GDH ont réalisé un chiffre d'affaires de 124 M€ pour un résultat net de 20,7M€.

# Logement : Grand Delta Habitat de nouveau remarquée par Standard & Poor's pour son ingénierie financière





The McGraw·Hill Companies

La coopérative <u>Grand delta Habitat (GDH)</u> se lance dans l'émission de <u>Neu CP (Negotiable European Commercial Paper)</u>, ex-billets de trésorerie à hauteur de 100M€. La 1<sup>re</sup> émission a eu lieu fin 2020 pour 30M€ et sera réitérée durant trois mois pour obtenir 100M€. Les neu CP font partie des outils alternatifs de financement utilisés par les grandes entreprises sur des opérations de court terme. En l'occurrence,



les titres émis par Grand Delta Habitat le seront sur une durée de 1 à 12 mois. Le Neu CP propose l'avantage d'un taux (actuellement négatif) par rapport à des financements classiques comme les lignes de trésoreries ou le découvert bancaire.

#### Standard and Poor's

Le programme, validé par la Banque de France, a également fait l'objet d'une notation financière spécifique par l'agence Standard & Poor's qui a attribué la note « A-1 » à court terme à la 1 ère coopérative d'habitat social en France. Grand Delta habitat gère plus de 21 000 logements sur plus de 140 communes. La coopérative s'est engagée dans le processus de notation fin 2019 afin d'accéder au marché des financements privés. C'est ainsi qu'en février 2020, l'agence de notation Standard & Poor's global ratings avait attribué à GDH la note de A+ pour le long terme et celle de A-1 pour le court terme. Standard & Poor's (S&P) est une filiale de McGraw-Hill qui publie des analyses financières sur des actions et des obligations.

# Grand Delta Habitat : réélection du président

1 novembre 2025 |



Ecrit par le 1 novembre 2025



Michel Gontard a été réélu à la présidence de <u>Grand Delta Habitat</u>, pour trois ans, lors du Conseil d'administration tenu fin septembre. Partenaire de la Banque des territoires, le bailleur et aménageur privé a contractualisé un prêt de haut de bilan via un plafond d'engagement de 240M€ ce qui lui permet de s'engager dans la construction de 1 800 logements et 800 en réhabilitation, la structure ambitionnant d'atteindre les 30 000 logements en 2030.

## Un parc de 21 000 logements

La coopérative du mouvement HLM compte un parc de 21 000 logements accueillant plus de 50 000 personnes dans 132 communes, 7 départements : les Alpes-de-Haute-Provence, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, la Drôme, le Gard, le Var et le Vaucluse et trois régions : l'Occitanie, le Vaucluse et Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'entreprise propose également l'accession sociale sécurisée, la vente de lots à bâtir, le syndic de copropriété, le logement intergénérationnel, le tout associé à la maîtrise d'œuvre déléguée par les communes et pour des opérations d'aménagement en coopération avec les élus porteurs



de projets.

# Grand Delta Habitat part à la conquête des régions

Michel Gontard président de Grand Delta Habitat dresse le bilan de l'année. La plus grande coopérative de France qu'il dirige, avec Xavier Sordelet directeur général, propose 20 319 logements dans 132 communes, 7 départements et 3 régions abritant plus de 50 000 personnes, soit autant qu'une ville moyenne en France. En ce moment il accompagne Emmanuelle Cosse, ancienne ministre du Logement, dans la course à la présidence de l'Union Sociale pour l'Habitat.

«Lors d'une réunion sur le logement cet été, j'ai rencontré la ministre du Logement Emmanuelle Wargon (Ndlr : fille de Lionel Stoleru (1937-2016) secrétaire d'Etat sous la présidence de Giscard d'Estaing) qui a succédé à Julien Denormandie en Juillet 2020 ». Mon actualité ? «Soutenir la candidature de l'ancienne ministre du Logement et de l'Habitat durable Emmanuelle à la présidence de l'Union sociale pour l'habitat (USH) qui devra affronter Marcel Rougemont (président de la Fédération des offices publics de l'habitat)». Objectif ? L'accompagner lors des réunions qui se déroulent dans le Sud auprès des grandes familles professionnelles, des acteurs de l'acte de bâtir dans la sphère publique comme privée et des associations comme l'Abbé Pierre... «Cette présidence est importante, notamment parce qu'elle est en lien avec le gouvernement et les ministères du Logement, de la Ville, de l'Economie et des Finances, de l'Environnement... bref, tout ce qui gravite autour la construction.»

## En éclaireur sur la sphère régionale

Au chapitre plus local, le président de Grand Delta Habitat confirme «faire le tour des maires, une obligation qui succède aux élections car la coopérative, présente dans 137 villes, voit toujours plus loin. «C'est une façon de faire le point avec eux : ce qui ne va pas, quels sont leurs projets. C'est aussi rencontrer les élus des territoires sur lesquels nous aimerions aller...»

#### Les opérations conjointes

«Nous devrions dépasser le cap des 500-600 logements cette année sur Nice et envisagerions peut-être d'y implanter une agence -1 000 logements sont nécessaires pour cela- tandis que celle de Salon-de-Provence est ouverte et sera inaugurée en octobre et qu'une autre verra le jour à Toulon. Est-ce que nous sommes favorables à des partenariats avec d'autres acteurs publics ou privés de la construction ? Cela





dépend de la teneur du projet et des sollicitations que nous recevons. Très concrètement ce cas de figure se présente lorsque le projet est trop important à réaliser seul pour l'une et l'autre partie, alors nous accomplissons l'opération conjointement.»

### Logements, mobilité, quelles attentes ?

«Depuis des années nous sommes sur les mêmes chiffres de demandes et donc d'attentes d'un logement. J'estime à 12 500 personnes le nombre de personnes en attente en Vaucluse. Je pense qu'il s'agit du même chiffre pour le Gard, 10 000 pour la Drôme et les Alpes-de-Haute-Provence, 15 000 pour le Var, tandis que les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes –ces dernières comportant très peu de transports en commun pour les personnes logeant dans l'arrière-pays- pourraient atteindre, environ, 20 000 personnes. Car la façade méditerranéenne subit une très forte tension, nombre de personnes, pour des raisons de prix des loyers, logent d'ailleurs en Italie.»

«Aujourd'hui, nous logeons 50 000 personnes, cela représente une ville moyenne en France»

#### Axédia

«Nous souhaitions entrer en Occitanie ce qui est fait avec une première opération de construction de 15 logements à Montpellier. Nous sommes typiquement sur le bassin de l'offre : l'étang de Thau. C'était un défi pour Axédia et nous y sommes parvenus.»

## L'épineux problème

«Les marchands de sommeil sont les ennemis majeurs des bailleurs sociaux. Ils agissent sur un territoire 'tendu'. Pour les combattre ? L'engagement d'une volonté régalienne est nécessaire pour, justement, mettre l'accent sur la réhabilitation. Cela consiste à discuter avec des propriétaires dont certains n'ont réellement pas la possibilité d'entretenir leurs biens, de leur accorder du temps pour effectuer les travaux et si ceux-ci n'ont pu être réalisés, racheter le bien et confier le travail au bailleur sans que la collectivité n'y mette de l'argent, mais cela, la Loi ne le permet pas. Pourtant des centres-bourgs sont gangrénés par cette problématique.»

## Séparer le bon grain de l'ivraie

«Ce discours n'est pas facilement porté. Il ne s'agit pas de spolier des personnes mais de leur dire 'vous n'êtes pas dans les clous vous avez tant de temps pour vous y mettre, le délai passé la collectivité s'y met'. Il est surtout question de mettre un terme à l'exploitation de la misère du monde avec les marchands de sommeil. Des maires vauclusiens, de toute sensibilité politique, sont confrontés à ce problème qui fait partie des difficultés du 'cœur de ville' et ne peuvent le régler sans que la Loi soit modifiée en ce sens.»



#### **Seul sur Mars**

«Nous allons lancer les appels d'offre pour la construction de Seul sur Mars : 6 villas en construction à l'Isle-sur-la-Sorgue et plusieurs équipes d'architectes pour viser le zéro charge. C'est exactement la même chose qu'une écurie de formule 1. Ce n'est pas qu'une affaire de prestige, c'est tester des moyens innovants, construire de nouveaux modèles pour progresser et décliner, ensuite, des solutions industrielles, auparavant testées. Ces habitations d'un genre nouveau seront ensuite mises à la location sociale.»

#### Une assemblée générale à huis-clos

«A mon grand regret, elle ne pourra avoir lieu qu'à huis-clos, cette année, en raison de la Covid-19. Nous l'avions reportée à mercredi 30 septembre en espérant qu'elle pourrait avoir lieu physiquement ce qui ne pourra être le cas puisqu'entre 150 et 200 personnes se déplacent pour venir y assister. Egalement, la pandémie nous a fait reporter environ 300 constructions sur l'année prochaine ce qui est finalement peu et dû au fait que nous avons été en rupture de matériaux car les entreprises, après avoir 'marqué le coup', ont très vite réagi et se sont très vite organisées pour continuer les chantiers. Toutes les constructions prévues auront bien lieu, je n'évoque là que du retard et un glissement du nombre de constructions de 2020 en 2021.»

## Nourrir le territoire qui nous accueille

«Ce sur quoi je veux insister? Bien sûr il y a des constructeurs plus importants que nous qui savent 'tirer' les prix en passant de 'grandes' commandes de matériaux ce qui pourrait signifier 'faire des économies', cependant ce n'est pas ce que nous avons souhaité faire. Nous sommes une entreprise du territoire qui vit et contribue à celui-ci. Cela consiste donc à faire travailler les entreprises et artisans locaux et départementaux. Ainsi lorsqu'un problème -même mineur- se fait jour nous savons à qui nous adresser et faire en sorte que celui-ci soit résolu parce que notre partenaire est identifié et que nous avons une relation récurrente et de confiance avec lui.»

Propos recueillis par Mireille Hurlin

#### **Grand Delta Habitat**

#### Où et combien?

En 2019, Grand Delta Habitat a livré 817 logements tandis que 1 300 sont d'ores et déjà programmés et 170M€ investis annuellement. La coopérative la plus importante de France est présente dans 132 communes, 7 départements : les Alpes-de-Haute-Provence, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, la Drôme, le Gard, le Var et le Vaucluse et trois régions : l'Occitanie, le Vaucluse et Provence-Alpes-Côte



d'Azur.

#### Dans le détail

Les Alpes-de-Haute-Provence comptent actuellement 110 logements dans 2 communes et seront bientôt pourvues de 112 autres. Les Alpes-Maritimes en accueillent 252 dans 4 communes tandis que 366 sont à venir. La coopérative a sorti de terre 3 232 logements dans 28 communes des Bouches-du-Rhône et en programme 534. 248 logements sont établis dans 2 communes de la Drôme. 2 764 logements sont répartis dans 31 communes du Gard tandis que 230 seront bientôt proposés dans ce même secteur. Le bailleur s'est installé dans le Var, proposant 425 logements dans 7 communes tandis que 930 viendront bientôt compléter l'offre. Enfin, le bailleur, bien ancré dans son propre territoire, le Vaucluse, totalise 13 288 logements dans 58 communes et programme 636 constructions à venir. Huit agences de proximité émaillent le territoire : plusieurs à Avignon, Orange, Carpentras, l'Isle-sur-la-Sorgue, Nîmes, Marseille et Nice.

#### Le parcours résidentiel

La coop d'HLM insiste sur le parcours résidentiel afin de proposer aux locataires qui le souhaitent d'accéder à la propriété. Outre le logement locatif, DGH propose l'accession sociale sécurisée, la vente de lots à bâtir, le syndic de copropriété, des logements Alter senior. La coopérative vient de se lancer dans une opération de R&D (Recherche et développement) confiant la construction de 6 villas à plusieurs équipes d'architectes pour créer un habitat autonome 'Seul sur Mars' à l'Isle-sur-la-Sorgue. Le bailleur, constructeur, aménageur va créer une société anonyme de coordination qui regroupera –entre autres-Grand Delta Habitat et Axédia. Il s'agit d'un outil de contrôle, de coordination et de mutualisation –dont financière- de plusieurs membres autour de l'acte de construire.

#### Focus financier

121,4M€ de chiffre d'affaires, un résultat net de 19,7M€, 1, 576M€ d'actifs net et 19,9M€ d'autofinancement. 121M€ d'investissement. 102,6M€ d'investissement dans les constructions et réhabilitation de patrimoine. 18,4M€ d'investissement dans les travaux d'entretien. Le taux de vacance est de 0,8% soit 163 logements. Le taux de recouvrement est de 99,2%, le taux de prélèvements automatiques est de 68,2% et le coût de fonctionnement par logement est de 1 096€. A noter, la Banques des territoires (ex-Caisse des dépôts et consignations, la banque de l'Etat) et Grand Delta Habitat ont signé, le 12 mars dernier, une convention de prêt de haut de bilan de 7,756M€ via un plafond d'engagement de 240M€. Cet accord permet de financer la construction de 1 800 logements et la réhabilitation de 800 autres.

#### 2019, GDH en chiffre

50 211 personnes logées. 20 139 logements locatifs. 7 783 lots en gestion. 2 364 attributions et 576 mutations. 1 300 logements en chantier. 817 logements livrés. 355 collaborateurs. 104 ventes réalisées. 8 agences commerciales et 1 centre de relation client.



#### Le Conseil d'administration de Grand Delta Habitat

Michel Gontard, président. Marie-Catherine Bertrand, Christian Boccon-Liaudet, Jean-Luc Bonnal, Stéphane Bonnois, Jacques Bres, Geoffroy de Touzalin, Nora Djezzar, Guy Farjon, François Godin, Yves Marteyn, Jean-Laude Molina, Bernard Montoya, Nadège Mur, Michel Mus, Patrice Perrot, Corinne Testud-Robert, Michel Ullmann.

#### Le Conseil d'administration d'Axédia

Michel Gontard, président. Xavier Alapetite, Kader Belhadj, Daniel Bellet, Marie-Catherine Bertrand, Lauriane Blanc, Nathalie Bonnevie, Jean-Jacques Dorey, André Ferren, Marie-Thérèse Galmard, Michèle Micheloette, Agnès Moisson, Michel Mus, Isabelle Pairat, Dominique Taddéi, Nathalie Vallat, George Lemaire directeur.

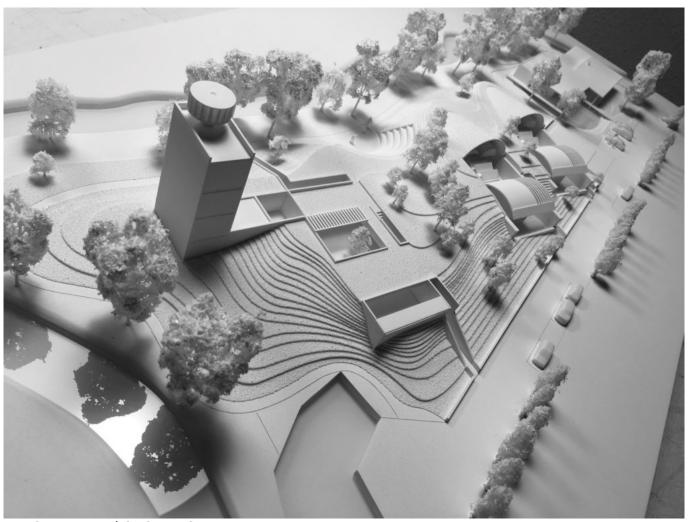
#### Le Conseil d'administration de la Fondation GDH

Marie-Catherine Bertrand, présidente. Etienne Ferracci, Michèle Michelotte, Jean-Claude Molina, Aimé Montal, Eric Novaretti, Jean-Jacques Oddo, Jean-Marie Puggioni.

1 novembre 2025 |



Ecrit par le 1 novembre 2025



"Seul sur mars" à l'Isle-sur-la-Sorgue